

## **Consultation publique de l'Arcep Sur le partage d'installations 3G**

### **Réponse de l'Avicca**

#### **Mutualiser pour dynamiser le secteur et étendre la couverture territoriale**

A l'occasion de la consultation publique sur le partage d'installations 3G en France métropolitaine, l'AVICCA tient à faire part d'un certain nombre de principes et propositions.

#### **1 Les territoires sont très impactés par la couverture de l'ensemble des opérateurs mobiles**

En couverture fixe, la présence d'un seul opérateur permet d'assurer l'existence du service, même si elle est loin d'être optimale en termes de prix ou de qualité. Par contre en mobile, si seulement un opérateur est présent, cela permet certes aux résidents de s'abonner, mais cela signifie que le territoire devient une « zone blanche » pour les clients des autres opérateurs qui passent par ce territoire, donc pour une majorité des entreprises, services publics ou individus équipés chez ces autres opérateurs.

Par ailleurs un réseau mobile obéit, comme les autres, à une logique de rendements fortement décroissants quand la densité diminue. La seule différenciation des opérateurs par leur taux de couverture n'est pas un moteur suffisant pour assurer un investissement dans les zones de faible densité, comme l'ont largement démontré les multiples et longues négociations pour couvrir les zones blanches.

Il est donc essentiel de trouver les mécanismes qui assurent **une couverture maximale de l'ensemble des opérateurs bénéficiant de licences**, d'un point de vue d'aménagement du territoire.

#### **2 L'appel aux collectivités pour couvrir les « bouts de réseaux » n'est pas la solution la plus efficace**

Il est extrêmement commode de renvoyer sur les territoires les coûts de desserte des zones les moins denses. Encore récemment, c'est la couverture de la TNT qui a été mise à la charge (optionnelle) des collectivités, au bénéfice des chaînes nationales, aussi bien publiques que privées, qui vont elles réduire leur couverture en analogique et réaliser ainsi des économies.

La socialisation des pertes et la privatisation des profits est une vieille recette, profondément injuste en l'occurrence quand les territoires sont aussi différenciés. Si les zones blanches sont à la charge des collectivités, elles se tournent ensuite vers l'Etat pour assurer la péréquation nécessaire. Et si la péréquation n'est pas assurée, le service n'est pas rendu, et c'est alors l'ensemble de l'économie de ces zones qui en pâtit.

A contrario, l'intervention des collectivités devient intéressante quand elle est structurante, c'est-à-dire quand elle s'intéresse à l'ensemble d'un territoire et pas seulement à ces zones blanches. Le premier bilan des Réseaux ouverts d'initiative publique de l'ARCEP a rappelé ce constat pour la question du haut débit.

Dans le domaine de la téléphonie mobile, l'intervention des collectivités ne peut être véritablement structurante, puisqu'elles ne détiennent pas de licences. Les licences sont nationales, et seuls peuvent concourir les opérateurs privés.

Le secteur privé, grâce aux licences nationales, en nombre limité, dégage un chiffre d'affaires considérable (22 milliards d'euros en 2007). Les marges dégagées sont confortables, et les opérateurs disposent d'un énorme effet de levier pour leurs investissements (33 milliards d'euros depuis 1990). Aussi sont-ils à même de réaliser les péréquations nécessaires entre les zones plus ou moins rentables, et de peser sur les coûts de déploiement vis à vis des prestataires et équipementiers.

**L'Etat est donc mieux fondé à imposer une exigence élevée de couverture et de mise à niveau des services au titre des licences, plutôt qu'à inciter les collectivités à agir sur les « bouts de réseaux ».**

### **3 Le passage généralisé à la 3G est une nécessité**

Pour les mêmes raisons, de péréquation et de capacité d'investissement permettant de peser sur les coûts, les opérateurs sont mieux placés que les collectivités pour étendre leurs évolutions technologiques, qui démarrent sur les zones les plus rentables, à l'ensemble de leur réseau.

Afin de ne pas laisser s'installer une fracture numérique, il ne faut pas un écart temporel trop important entre le démarrage d'un usage de masse pour les nouveaux services et leur disponibilité sur l'ensemble du territoire. On voit avec l'internet fixe que les utilisateurs qui n'ont pas le haut débit ne peuvent plus accéder à des sites web de base, enrichis d'images et d'animations, ou échanger des messages assez courants avec ceux qui en bénéficient.

Pour les mêmes raisons, le passage de la 2G à la 3G est nécessaire. Si, comme l'indique l'ARCEP, « les opérateurs ont toutes les cartes en main pour atteindre leurs engagements de déploiement », **il faut que ce déploiement concerne la totalité du parc, y compris les différents programmes de couverture de zones blanches.**

### **4 La mutualisation est un outil nécessaire**

Dans le dossier de la fibre optique, l'ARCEP a su montrer que la mutualisation était nécessaire, et que son degré dépendait de la densité du territoire à couvrir.

Le principe ainsi établi doit s'appliquer au mobile, avec bien entendu des modalités spécifiques. **L'ARCEP doit donc pouvoir imposer des obligations de mutualisation**, éventuellement modulées suivant la densité des territoires (accès aux pylônes, RAN sharing...).

A noter que le déploiement en mobile a également des spécificités : les points hauts ne sont pas localisables et multipliables à la demande, soit pour des raisons techniques et topographiques, soit pour des raisons de sensibilité environnementale. Ceci peut entraîner d'autres obligations de mutualisation.

La mutualisation peut ne pas être cantonnée au mobile, et des synergies peuvent être recherchées entre les points hauts nécessaires pour une couverture en haut débit fixe ou d'autres usages de communications électroniques, voire, dans certains cas, pour la TNT.

La mutualisation permet également de simplifier la collecte, donc de mieux résoudre les problématiques de montée en débits.

## **5 La diversité des offres nécessite également la mutualisation**

Ces questions de mutualisation se posent évidemment de manière accrue avec la décision récente de donner une place à un nouvel entrant en 3G. L'objectif est de dynamiser le secteur ; il est donc souhaitable que cette dynamique soit rapide, et qu'elle bénéficie aux consommateurs partout sur le territoire.

Bien évidemment, les tarifs de mutualisation doivent à la fois permettre un accès effectif et rémunérer de manière équitable les opérateurs en place pour les investissements réalisés.

**La mutualisation est un levier permettant d'atteindre l'objectif de dynamisation du secteur. En contrepartie, elle permet au gouvernement et à l'Arcep d'être exigeants pour la couverture du territoire par le nouvel entrant (extension et rapidité).**

Dossier de consultation :

[http://www.arcep.fr/uploads/tx\\_gspublication/consult-partg-infra-3g-091208.pdf](http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-partg-infra-3g-091208.pdf)